

Les Etats Généraux vont-ils sauver l'industrie ?

Confrontée bien avant toutes les autres professions à la mondialisation des échanges, l'industrie textile peut sans aucun doute faire partager son expérience à ses confrères.

Le constat

Ce n'est pas la délocalisation conduite par les industriels qui a divisé notre industrie nationale et régionale par 5 en 25 ans, c'est la délocalisation des achats menée à grandes rênes par la distribution. Sous la bonne raison de diminuer les prix au profit du consommateur.

Les prix d'achat diminuent en effet encore, grâce au dollar sous évalué et au yuan qui l'accompagne, les prix de vente, c'est moins sûr. En effet que penser d'un rabais de solde à 70% couramment pratiqué et qui n'est pas une vente à perte.

Les savoir-faire traditionnels sont le socle de l'évolution vers les nouveaux métiers.

On ne peut pas les maintenir uniquement dans des musées. Avant de réindustrialiser, il faudrait un vigoureux effort de toute la société pour cesser de désindustrialiser. La fermeture d'une entreprise est un grand gâchis collectif.

Le pôle Up-tex s'est donné un objectif d'innovation dans le domaine des matériaux textiles avancés, qui offre désormais des solutions à toutes sortes de problèmes industriels auxquels ils apportent leur double caractéristique de matériaux souples et fonctionnalisables. Les recherches et projets en cours sont très prometteurs, justifiant pleinement les espoirs portés par les pôles de compétitivité. Y aura-t-il des retombées industrielles, de la création de valeur, des emplois ? Ce n'est pas certain.

En effet, dès lors qu'une recherche débouche sur une innovation, et donc potentiellement des produits, la question se pose de savoir où produire. Si le produit est susceptible d'une production organisable à l'avance dans un volume significatif elle ira se faire produire là où c'est moins cher, et surtout plus simple. Ne rêvons pas de production de « niche » sauf si elle est mondiale et dans ce cas elle demande des moyens énormes.

Dès à présent les productions innovantes sont en danger. En voici un exemple récent dans le marché du vêtement. Un industriel qui a brillamment reconverti ses activités autour de ces textiles apportant des caractéristiques nouvelles reçoit récemment une commande importante qu'il ne peut pas produire dans les délais. Va-t-il investir et prendre appui sur ce contrat pour se développer ? Finalement non, il va produire en Asie. Pourquoi ? Il ne veut plus revivre le cauchemar de devoir à nouveau restructurer son entreprise si d'aventure, les mêmes causes produisant les mêmes effets, il se retrouvait conduit à la douloureuse nécessité de licencier à nouveau.

Toutes les entreprises, notamment les sous-traitantes, sont désormais confrontées à une pression énorme des donneurs d'ordres, qui oublie la juste notion d'un prix de revient. On casse des entreprises pour des centimes d'euros.

En dernière analyse, notre pays s'endette pour soutenir la croissance majoritairement tirée par la consommation, qui fait vivre l'industrie chinoise.

Venons-en maintenant aux chefs d'entreprise. Leur capacité à traverser la crise est admirable. Comment gérer pendant plus d'un an des commandes en baisse de 20 % à 30 % en moyenne, en faisant tout pour garder leur personnel, car ils croient à l'avenir, avec des clients qui achètent moins, tardivement, en plus petites quantités, pour être livrés demain et en exigeant des rabais substantiels, avec des assureurs-crédit qui dénoncent la couverture, des banquiers qui annulent les lignes de crédit ou ne les reconduisent pas, tout cela en gardant les seniors, en essayant d'embaucher des jeunes (en apprentissage), en se pliant à des obligations de négociation sociale sur tous sujets. **Le chef d'entreprise est un héros.**

C'est malheureusement un héros fatigué. Pourtant chacun sait que c'est de la volonté et du courage des chefs d'entreprise que dépend la croissance. Il est absolument anormal de faire peser sur lui d'autres obligations que celles de son métier. Toute l'inflation réglementaire actuelle est décourageante et ressentie comme une camisole de force. Clarisse REILLE, dans un rapport de 2007, signale qu'un chef d'entreprise de PME doit remplir 211 déclarations par an, rien que pour se mettre en ordre avec l'administration.

Sans chef d'entreprise, pas d'entreprise, pas d'emploi, pas de croissance bref, le déclin. Aujourd'hui, le chef d'entreprise se sent « entravé ». Il n'a qu'une obsession, ne pas se créer d'obligation supplémentaire, par exemple franchir un « seuil social » (10 ou 50 salariés). Chacun sait pourtant que nos entreprises, nos PME sont de taille bien inférieure à celle des PME de notre voisin allemand et que la force de l'Allemagne ce sont ses PME.

Si l'on s'étonne que dans les 20 dernières années, la part de l'industrie française sur les marchés mondiaux ait régressé de 17% tandis que l'Allemagne ne perdait que 2%, ce n'est pas aux chefs d'entreprise qu'il faut poser la question mais à l'environnement des entreprises : complexité administrative, charges trop lourdes, fonds propres érodés. Et finalement à la fiscalité :

- charges patronales sur les salaires : 42% en France, 20,6% en Allemagne,
- prélèvement sur la valeur ajoutée totale : 27% en France, 14% en Allemagne.

Que faire ?

L'urgence c'est de rendre aux chefs d'entreprise la capacité de se battre sur les marchés de l'avenir, dans le monde entier. Ils en ont l'envie, ils sont capables, et sans eux rien ne se fera.

Quatre conditions :

1/ Cesser de légiférer et de tout réglementer. Aujourd'hui chaque nouveau texte s'interpénètre avec l'existant qu'on n'annule pas. Résultat : une superposition contradictoire. Le droit du travail est devenu un maquis pour exégètes. C'est de loin la pire des contraintes, et chaque mois apporte son supplément « d'ingérabilité ».

2/ Opérer un transfert massif des charges pesant sur le travail vers la consommation (TVA) et la nation toute entière (CSG). Cesser de prélever la richesse avant qu'elle puisse exister. Supprimer la taxe professionnelle, c'est bien. Mais il ne faut pas la remplacer du tout. D'une façon générale, prélever de la richesse avant que l'entreprise la construise, c'est manger le blé en herbe.

3/ Favoriser les investissements. L'industrie doit absolument reprendre une démarche active d'investissements de production et de productivité. Le crédit d'impôt-recherche, dispositif que le monde nous envie, est devenu depuis un an un remarquable stimulant pour la recherche, car il est puissant et simple (c'est inédit et mérite d'être souligné). L'élargir à toute forme d'investissement machines, et immatériel, aurait un effet considérable.

4/ Reconstruire les fonds propres. Les entreprises ont géré la crise en consommant leurs fonds propres. Les banques, qui ont gaspillé les leurs en jouant sur les marchés à risque, ont reçu des aides qu'elles s'empressent de rembourser pour être libres. Les entreprises industrielles mettront leur fonds propres reconstitués au service des investissements et non pas dans des bonus extravagants ou dans des produits toxiques.

Un vœu : Agir, vite, sur l'essentiel (le vital) pas de mesurette.

Pour conclure, il n'y a pas de fatalité au déclin. Les chefs d'entreprise ont toujours l'appétit de se battre sur les marchés du monde. Notre pays, nos professions ont des atouts. Au premier rang, l'extraordinaire qualité des hommes, chefs d'entreprise, chercheurs, universitaires, enseignants, salariés. Les pôles de compétitivité sont une merveilleuse initiative pour stimuler la recherche et l'innovation. Leurs résultats ne peuvent pas à eux seuls remplacer une compétitivité nationale défailante.

André BEIRNAERT
*Président de l'UIT Nord (Union des Industries Textiles du Nord)
et du pôle de compétitivité Up-tex*